

munes sous la direction de sir Wilfrid Laurier, mais tous le savent,—et il me fait peine d'avoir à dire ces choses, mais il est de mon devoir de le faire, afin d'établir exactement la responsabilité de mes paroles et de mes actes,—il y a plus de dix ans, j'ai différé d'opinion avec sir Wilfrid au sujet de la conduite qu'il aurait dû tenir. J'ai le plus grand respect pour sir Wilfrid, et j'ose espérer qu'il me conserve encore un peu d'amitié, mais nous avons différé d'opinion, il y a dix ans, lorsque j'ai cru devoir me déclarer contre le premier ministre de la province de Québec à ce moment-là. Et de nouveau, il y a cinq ans à peine, je me suis opposé à la politique que préconisait sir Wilfrid Laurier relativement à sa loi de la marine. A ce moment-là, j'ai assumé la responsabilité de l'attitude que j'ai prise, et je sais que les tories furent très heureux de se servir de mes discours et de mes opinions afin de combattre la politique de sir Wilfrid et d'arriver à leurs fins.

Voilà qui réfute entièrement les insinuations que fait naître le compte rendu du correspondant du "Telegram" de Winnipeg, et j'espère qu'il profitera de l'occasion pour corriger cette fausse impression.

DECLARATION DU MINISTRE DE LA MILICE SUR LES COMMANDES DU MATERIEL DE GUERRE.

L'hon. sir SAM HUGHES (ministre de la Milice et de la Défense): Monsieur l'Orateur, avec la permission de la Chambre, je désire présenter une explication personnelle. Le 9 mars dernier, je quittais Ottawa pour me rendre en Angleterre. Une semaine environ avant mon départ, j'eus une conversation avec mon très honorable ami le premier ministre (sir Robert Borden) et quelques-uns de mes collègues afin de leur expliquer la nécessité où j'étais de faire ce voyage. Je priai le premier ministre de voir le chef de l'opposition (sir Wilfrid Laurier) afin de nous assurer s'il y avait des questions qui pourraient être soulevées relativement à l'administration de mon département et qui nécessiteraient ma présence au Parlement. Il fut décidé que je verrais moi-même le chef de l'opposition à ce propos, et c'est ce que j'ai fait. J'ai vu également l'honorable député de Pictou (M. Macdonald), l'honorable député de Halifax (M. A. K. Maclean) ainsi que d'autres membres de la gauche, et je leur demandai s'il existait quelques questions concernant mon département qui étaient de nature à nécessiter ma présence à Ottawa. Le chef de l'opposition me répondit en toute franchise qu'il n'en connaissait pas, mais en même temps, avec les qualités d'homme d'Etat qui le distinguent, il refusa d'assumer la responsabilité pour tous ses partisans. Tout de même, à mon sens, je suis justifiable de

[Sir Wilfrid Laurier.]

déclarer qu'il m'a affirmé qu'il ne connaissait aucune question de cette nature. . .

Le très hon. sir WILFRID LAURIER: Personnellement.

L'hon. sir SAM HUGHES: Personnellement, il ne connaissait rien qui fût de nature à le justifier de déclarer que je devais rester plus longtemps à Ottawa. Pas un seul des autres membres en vue de la gauche, que j'avais vus à ce propos, ne pouvaient concevoir que des accusations seraient portées contre l'administration du département de la Milice et de la Défense. On savait que j'étais à la veille de mon départ. Inutile de dire que je ne me suis pas fait accompagner de fanfare, je n'ai pas fait placarder sur les murs des affiches annonçant que j'allais entreprendre la traversée de l'Atlantique; une note fut publiée dans les journaux que je partais pour le Sud, ce qui était parfaitement vrai.

Une couple de jours avant mon départ, l'honorable député de Carleton (M. Carvell), prononça un discours en cette enceinte. J'avais également fait savoir à l'honorable député, si ma mémoire est fidèle, que je partais pour l'Angleterre. Les honorables membres qui ont écouté le discours de l'honorable député de Carleton, ce soir-là, se souviennent sans doute de quelle façon il consultait l'horloge des yeux à tous moments, priant "pour l'arrivée soit de la nuit, soit de Blucher". Ils doivent se rappeler de quelle façon il s'est répété; si le compte rendu des débats est exact, il s'est répété à maintes et maintes reprises.

J'ai pensé—j'ai eu la malice de penser—qu'il cherchait à tuer le temps, car on savait que je partais le lendemain à midi et que je n'aurais pas d'autre occasion de lui répondre. Je lui ai demandé, ce soir-là, de terminer son discours, et lui ai signifié que je serais trop heureux de prendre quelques minutes pour lui répondre avant mon départ. Mais il s'est dit fatigué, monsieur l'Orateur s'est montré sympathique envers lui, et il a trouvé moyen de ne finir son discours que le lendemain. Je ne saurais dire, cependant, quel mal il en est résulté.

Je ne parlerai pas de ma visite en Angleterre ni de la magnifique conduite de nos soldats tant en Angleterre que sur la ligne de feu, bien que, je regrette de le dire, il en périsse un si grand nombre.

(Exclamations).

Mais en recevant le message qui m'apprenait les déclarations foudroyantes faites à la Chambre, déclarations impliquant l'hon-